



HAL
open science

La gauche, l'Internationale Socialiste et la " troisième voie " en Amérique Latine

Renée Fregosi

► **To cite this version:**

Renée Fregosi. La gauche, l'Internationale Socialiste et la " troisième voie " en Amérique Latine. Cahiers des Amériques Latines, 2005, N°46, pp.85-100. halshs-00156913

HAL Id: halshs-00156913

<https://shs.hal.science/halshs-00156913>

Submitted on 23 Jun 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA GAUCHE, L'INTERNATIONALE SOCIALISTE ET LA « TROISIÈME VOIE » EN AMÉRIQUE LATINE

RENÉE FREGOSI*

LA « GAUCHE LATINO-AMÉRICAINNE »

Il existe en Amérique latine, une gauche similaire à la gauche européenne: des partis socialistes apparus dès la fin du XIX^e siècle ainsi que des syndicats ouvriers à forte composante anarcho-syndicaliste au début du XX^e siècle, constitués dans les milieux urbains et les régions minières, des partis communistes à partir des années 1920, puis des organisations d'inspiration trotskiste, castriste, guévariste, maoïste qui, à la différence il est vrai, de la majorité de leurs homologues européennes adoptent le plus souvent des stratégies de luttes armées. Il existe également des partis radicaux, dans la tradition du radicalisme français de la troisième république, comme au Chili et en Argentine. Certes, on peut souligner aujourd'hui la faiblesse des partis socialistes en général, bien que le parti socialiste chilien¹ constitue aujourd'hui, avec son alter ego le PPD, l'axe de la majorité présidentielle de Ricardo Lagos. On rappellera a contrario que l'unique député socialiste paraguayen au début des années 1920, hébergé par le groupe libéral, a été empêché physiquement de rejoindre son siège dans l'Assemblée nationale. On peut également se souvenir du parti socialiste argentin, né en 1894, accueillant Jean Jaurès en 1911 lors de son grand voyage dans la région. On peut encore reconnaître la pugnacité du parti socialiste uruguayen qui a traversé le XX^e siècle jusqu'à devenir l'axe principal du Frente Amplio, principale force politique du pays aujourd'hui, et signaler l'existence de partis socialistes, certes de nature et de poids électoral très inégal, au Brésil et au Mexique par exemple.

Une première cause de cette faiblesse relative du socialisme en Amérique latine est sans doute à chercher aux origines mêmes de l'histoire de ces par-

* Maître de conférences à l'Université de Paris III-IHEAL.

tis, dans la vigueur dans certains pays, d'un militantisme syndical méfiant à l'égard de la structure partisane et dont l'action tournée vers des revendications concrètes était souvent vécue comme plus réaliste en cette époque où l'accès à la politique et au vote était réservé à un très petit nombre. Ainsi en est-il sans doute de la Bolivie où les syndicats miniers joueront un rôle politique de premier plan, ou encore au Paraguay, où la LOM notamment chez les dockers d'Asunción sera une organisation très puissante qui tiendra une place de premier plan dans la vie politique nationale jusqu'à la guerre civile de 1947. En Argentine également, la mobilisation syndicale sera l'instrument privilégié de la classe ouvrière avant son intégration à la vie démocratique dont l'artisan primordial sera alors l'Union Civique Radicale, fondée en 1889². Les partis communistes présentent d'une certaine manière un caractère plus homogène, dans la mesure où leur affiliation à l'Internationale communiste permet de les identifier comme tels ; et l'on peut en trouver ne serait-ce que des traces dans quasiment l'ensemble des pays latino-américains. Toutefois, seul le Parti Communiste Cubain, né en 1965 de la fusion du Parti Socialiste Populaire (d'inspiration léniniste) avec le parti de Fidel Castro, le Mouvement du 26 juillet, a pu devenir un parti majoritaire, mais par le biais du parti unique. Le parti communiste salvadorien quant à lui, reste une référence historique devenue mythique à travers la figure de Augustin Farabundo Martí et le massacre de 1932, qui structura la lutte armée à partir des années 1970 ; dans le même esprit, le parti communiste brésilien demeure davantage dans les mémoires que dans la vie politique actuelle. Seuls les partis communistes chiliens et uruguayens, bien que considérablement affaiblis demeurent des forces politiques actives, probablement grâce à leurs stratégies d'intégration dans la vie électorale. Qu'il s'agisse des relations entre socialistes et communistes, ou des références partagées et des divergences entre léninistes de diverses obédiences, ces rapports bien que la plupart du temps conflictuels, ont tissé des liens indéniables entre ces différents acteurs politiques. L'interaction de ces différents courants et structures politiques à travers le continent latino-américain suffirait alors à justifier l'usage du terme de « gauche latino-américaine », de la même façon que l'on accepte de parler d'une gauche européenne, entendue comme un ensemble de forces politiques faisant système, formant des entités elles-mêmes intégrés aux différents systèmes de partis nationaux. On peut en effet considérer que c'est à travers les débats et les luttes entre ses différents acteurs que le sujet « gauche latino-américaine » se constitue, à la manière de son référent européen, mais également sur des enjeux et selon des rythmes qui lui sont propres. Toutefois, alors qu'en Europe le clivage entre une gauche politique et une droite politique a fondé le système partisan et continue de le structurer en grande partie, l'analyse resterait gravement incomplète si l'on omettait un autre type d'acteurs centraux dans l'histoire politique des différents pays latino-américains : les grands partis nationaux promoteurs de projets progressistes prônant l'indépendance nationale. Cependant, si par sa diversité, son importance numérique et sa persistance, cet acteur constitue une particularité de l'Amérique latine, les enjeux qu'il révèle ne concernent pas exclusivement cette région du monde et trouve des échos en Europe notamment, et au sein même de la gauche précisément. Ainsi, on peut distinguer trois grandes lignes de force qui se croisent et se combinent dans l'histoire de la gauche

occidentale, tant en Europe qu'en Amérique latine. La question nationale d'une part, qui taraude la gauche de façon récurrente et qui prend les formes radicales de la guerre ou des tentations autoritaires et totalitaires, mais aussi de la construction de projets progressistes à l'échelle de la nation. Sous cette dernière forme, la question nationale rencontre l'un des aspects de la confrontation avec la question révolutionnaire et du léninisme, qui constitue d'autre part, le deuxième grand axe de définition de la gauche ; il s'agit alors de choisir entre l'option minoritaire de l'avant-garde et des armes et celle de la légalité démocratique dans la lutte anti-impérialiste puis la lutte contre les puissances capitalistes transnationales. Car la troisième problématique enfin, est celle de la participation au gouvernement, de l'exercice du pouvoir, qui se posera de manières diverses des deux côtés de l'Atlantique, mais qui sera pour la gauche tant européenne que latino-américaine, l'épreuve de vérité dans laquelle les identités politiques se font et se défont.

À partir des années 1920, l'identité socialiste se forge en effet partout à travers le monde, autour du clivage réformisme révolutionnaire/révolution totalitaire, c'est-à-dire en opposition avec les thèses léninistes de l'Internationale bolchevik, tant sur le plan doctrinal qu'eu égard aux stratégies d'accès au pouvoir. Cependant, le radicalisme réformiste des socialistes européens se redéfinira autour des notions centrales de démocratie politique et de pluralisme électoral, plus rapidement et de façon définitive (bien que pas toujours aussi nettement en Europe du sud que dans les pays nordiques) qu'en Amérique latine. Tandis que dès les années 1950, les socialistes européens adoptent la Charte de Francfort (rédigée lors de la réunion de recomposition de l'Internationale socialiste en juillet 1951), les socialistes latino-américains vont globalement rester plus attachés à l'idée d'une rupture radicale de l'ordre bourgeois car celui-ci se traduit ici par des régimes autoritaires et répressifs souvent militaires. La question de la solidarité à l'égard du régime cubain face au blocus nord-américain, contribuera également à maintenir une sensibilité nettement révolutionnaire au sein des PS latino-américains, que la victoire sandiniste au Nicaragua viendra réactiver. La confrontation entre socialistes et léninistes est en effet polymorphe et se réalise tant dans l'opposition doctrinale que dans les alliances électorales et gouvernementales, avec des fortunes diverses selon les cas. Ainsi en est-il d'abord des Fronts populaires. Tandis qu'en Europe, les politiques d'union vont se fracasser sur l'intransigeance communiste, du maximalisme en France, de la ligne « classe contre classe » en Allemagne (ouvrant ici la voie aux succès électoraux du NSDAP et à la victoire d'Hitler), du sectarisme dans la guerre d'Espagne, l'alliance socialistes-communistes du Front Populaire chilien des années 1938-1941 puis des gouvernements unitaires de 47 à 52 seront combattus et vaincus par la réaction armée plutôt que rompus par les partenaires au gouvernement. Plus tard, la politique d'union de la gauche mise en œuvre au Chili et en Uruguay sera adoptée en France et le renversement du gouvernement d'Unité populaire d'Allende par un coup d'État aura des répercussions notamment en Uruguay – dramatiques dans ce cas, avec le coup rampant à partir de 1972 – mais aussi en France, où la droite insiste sur ce qu'elle présente comme « les conséquences désastreuses de la politique d'union avec les communistes ». Mais, par-delà ou à travers la relation conflictuelle entre socialistes et communistes, une autre problématique structure la

construction des projets politiques de gauche, que celle-ci les conçoive sur le mode de la rupture révolutionnaire armée ou sur celui de la victoire électorale et l'exercice démocratique du pouvoir : la cohésion et l'identité nationale. Ainsi ne retrouve-t-on pas en France ces mêmes résonances au Parti Communiste de l'après-guerre d'abord, qui se présentera comme le parti de la résistance et intitulera un de ses journaux *Le Patriote*, et plus tard, dans les discours de Mitterrand des années 1980-1990? L'adoption alors par les socialistes français de la Marseillaise, chant à la fois révolutionnaire et national s'il en est, jusque-là appropriée par la droite, vient marquer symboliquement cet accent nationaliste au projet de gouvernement de la gauche française. En Amérique latine, Fidel Castro rassemblant les masses cubaines contre les Yankees, comme Salvador Allende appelant à résister aux multinationales, ou avant eux Sandino au Nicaragua et Gaetan en Colombie, tous mêlent peuple et nation dans un élan pour l'indépendance et le progrès social.

Mais si en Europe, cette rencontre entre le peuple et la nation est évoquée, c'est forcément en mineur, le nationalisme ayant connu des avatars tragiques avec le fascisme, le nazisme, la guerre et les génocides, les sinistres régimes croupions des révolutions nationales dont le régime de Vichy fut en France l'artisan. Il n'en va pas de même en Amérique latine, où bien d'autres leaders n'appartenant pas à la gauche socialiste ou communiste ont en effet prôné la révolution sociale et nationale avec des résultats souvent positifs en matière d'intégration politique et sociale. Les grandes figures de ce que l'on a appelé populisme, Getulio Vargas et Domingo Peron, venaient certes de l'extrême-droite militaire, mais ils ont chacun à leur façon permis à des masses jusque-là exclues de participer à la vie politique nationale, notamment les femmes (le droit de vote leur est accordé en 1934 au Brésil et en 1951 en Argentine). Vargas a même ouvert la voie à un gouvernement démocratique très progressiste sous la direction de Joao Goulart, renversé par un coup d'État soutenu par les États-Unis en 1954. De même, Paz Estensoro en Bolivie, à la tête de la révolution nationale de 1952, ou encore Romulo Betancourt au Venezuela, mais aussi Omar Torrijos au Panama, ont allié idéologies nationalistes et mise en œuvre de politiques sociales en rupture avec le conservatisme autoritaire traditionnel en Amérique latine.

Nombre des mouvements politiques fondés par ces leaders populistes, auxquels il faut ajouter bien sûr Haya de la Torre qui a eu une grande influence à travers toute l'Amérique latine et dont le parti APRA finira par accéder au pouvoir au Pérou, et encore Jorge Batlle, véritable fondateur du système démocratique uruguayen qui assura l'hégémonie à son Parti Colorado pendant une cinquantaine d'années, ont donc eu inévitablement des répercussions sur les partis de la gauche latino-américaine. Certaines expériences ont provoqué de troubles dans les partis de gauche, comme en Argentine par exemple, où le PS et l'UCR vont connaître des scissions pro-péronistes, et surtout, vont la plupart du temps ravir à la gauche son espace politique et son électorat potentiel. Prenant le risque de l'impertinence en cette époque où il est de bon ton d'ironiser sur la prétendue inefficacité du clivage droite/gauche, je me propose donc d'avancer que la notion de gauche politique est valide en Amérique latine aujourd'hui comme hier, bien que connaissant des glissements et des variations de sens, et devant intégrer cet élément politique complexe constitué par le populisme.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE EN AMÉRIQUE LATINE

Pour suivre ces évolutions, l'Internationale Socialiste peut être utilisée comme marqueur, comme instrument de lecture des partis politiques en Amérique latine, des années 1950 à nos jours. L'adhésion à l'IS peut être considérée comme tactique ou symbolique, elle n'en reste pas moins signifiante en effet d'une appartenance à la gauche et elle n'est pas un enjeu négligeable si l'on en croit les hésitations à y entrer, les ruptures et les retours ou l'acharnement à en demeurer membre. Et ce n'est pas faire du nominalisme que de définir la gauche politique à travers le positionnement adopté par rapport à l'IS. Comme le dit avec justesse Guillaume Devin, l'IS se constitue comme un « système circulaire de légitimation dans lequel l'identité partisane est confortée par le mécanisme de l'affiliation qui ne vaut, à son tour, que par le travail de production d'une identité commune » (Devin, 1992:13). L'IS a en effet connu sur le continent une histoire contrastée depuis ses débuts dans la région dans les années 1950, au moment de la relance de l'Internationale renouvelée dans l'Europe de l'après-guerre. D'abord, le clivage anti et pro-cubains divisera la gauche latino-américaine et, selon la ligne de l'*Alliance pour le progrès* lancée par Kennedy, l'IS va recruter dans de partis anti-communistes mais progressistes. Par la suite, alors que le soutien au régime cubain les avait éloignés de l'IS, les partis socialistes uruguayen et chilien vont renouer avec l'organisation internationale sous l'impulsion des partis français, suédois et hollandais qui font pression sur le SPD allemand notamment et imposent une réunion du Bureau à Santiago en février 1973 en signe de soutien à l'*Unité Populaire* et à Salvador Allende. Ce nouveau positionnement qui sera confirmé notamment par un soutien aux mouvements de résistance armée au Nicaragua et au Salvador, va provoquer de nouvelles tensions au sein du Comité latino-américain de l'IS, créé au congrès de Vancouver en 1978. Mélant la question des modalités de la prise du pouvoir et celle de la résistance à l'oppression et à la dictature, cette problématique est également liée à celle de l'exercice du pouvoir et la participation au gouvernement qui a été au cœur de la réflexion socialiste depuis l'origine des partis³ et a ressurgi avec force dans les années 1920-1930. Mais finalement, les expériences de retour à la démocratie dans les années 1980-1990, ont conduit les partis de gauche latino-américains à opérer un mouvement similaire à celui des partis européens qui eux-mêmes ont rapproché considérablement leurs positions dans les années 1980. Ainsi, le PS français, qui avant 1981 prônait encore la rupture avec le capitalisme, le PDS italien, anciennement PC, ou encore le nouveau PSOE de Felipe Gonzalez, se sont ralliés à la vision social-démocrate nordique ou allemande, s'inscrivant dans le cadre keynésien et rejoignant finalement les termes de la Déclaration d'Oslo de 1962, de l'IS quant à l'importance de la démocratie économique et sociale assise sur un socle intangible de démocratie politique. Dans les années 1990, une grande unité de doctrine semble en effet ouvrir une époque très favorable à la gauche tant en Europe où 12 pays sur 15 vont porter peu à peu des Socialistes au gouvernement, qu'en Amérique latine où les transitions à la démocratie ont réhabilité et réintégré les partis de gauche dans la vie politique régionale.

L'Internationale Socialiste, depuis sa reconstruction après la seconde guerre mondiale, peut donc à juste titre être définie, comme le fait Guillaume Devin, comme « une association social-démocrate de partis de gouvernement » (Devin, 1992, II.) tant en Europe qu'en Amérique latine. À l'issue des transitions dans le cône sud en effet, des alliances électorales plus ou moins larges se mettent alors en place plus ou moins durablement. Au Chili, l'alliance victorieuse de la transition socialistes/démocrates chrétiens perdure et gagne encore les élections en 2000 ; en Argentine, une alliance éphémère se réalise entre le Frepaso et l'UCR et gagne les élections parlementaires de 1997 et la présidentielle de 1999 ; au Paraguay une alliance de courte durée se forme entre le Parti Libéral et Encuentro Nacional qui permet cependant la victoire à la mairie d'Asunción en 1996 ; en Uruguay, le Frente Amplio gagne la mairie de Montevideo, s'élargit à l'Encuentro Prograssista et devient la première force politique du pays ; au Brésil, le PT expérimente des coalitions hétéroclites pour trouver une majorité parlementaire. Certes, la stabilité politique et démocratique est beaucoup plus problématique dans les pays andins et centre-américains où toutefois on peut noter des tentatives d'alliances parfois surprenantes en Bolivie (Jaime Paz Samora et Hugo Banzer) ou au Salvador. Au Mexique enfin, c'est également une alliance inédite entre le PAN et des éléments de la gauche démocratique qui permettra l'alternance présidentielle en 2000.

Comme le dit Manuel Antonio Garretón (1987 et 1989), c'est un long apprentissage qu'ont réalisé les partis de gauche latino-américains pendant les décennies des dictatures bureaucratique-militaires qui ont sévi à cette époque dans le cône sud notamment. La gauche latino-américaine influencée idéologiquement par les divers courants marxistes et organisée parfois dans des mouvements révolutionnaires, s'est livrée à une véritable révolution culturelle en rompant avec l'hégémonie léniniste pour s'engager résolument sur le chemin de la réforme et des alliances politiques au centre, et en rejoignant ou se rapprochant de l'Internationale Socialiste. De leur côté, des partis nationaux-populaires se sont inscrits résolument dans ce mouvement de revalorisation de la démocratie politique et ont rejoint l'IS ou y sont redevenus actifs pour ceux qui avaient déjà adhéré à l'IS dans les années 1960 puis s'en étaient éloignés dans les années 1970. Cette convergence vers l'Internationale Socialiste qui elle-même se tourne à nouveau vers l'Amérique latine dans ces années 1980-1990 s'est donc effectuée selon trois modalités : la rénovation d'anciens partis (socialistes, communistes ou nationaux-populaires), l'apparition de nouvelles forces politiques et le recentrage de partis révolutionnaires passés à la vie civile. L'ensemble des pays latino-américains ont été touchés par cette dimension de la démocratie politique comme fondement de l'action, ceux qui sortaient de dictatures bureaucratique-militaires dans le cône sud comme ceux qui furent épargnés par les dictatures des années 1970 (le Mexique, le Venezuela ou la Colombie) ou encore ceux marqués par des guerres civiles meurtrières (Salvador, Guatemala) ou de longues dictatures personnalisées comme ce fut le cas (sous des modalités très différentes) au Nicaragua et au Paraguay. Ainsi, au congrès de São Paulo en octobre 2003, l'Internationale Socialiste est alors remarquablement bien implantée en Amérique latine (au moins un parti par pays, excepté le Honduras) à travers une grande diversité. Parmi les partis membres (de plein droit, consultatif ou observateur) on peut en effet distinguer plusieurs types d'organisations :



CONSEIL DE L'INTERNATIONAL SOCIALISTE À LIMA EN 1986.



RÉUNION DU COMITÉ AMÉRIQUE LATINE DE L'I.S. (CLICHÉ : RENÉE FREGOS).

- les partis socialistes anciens mais parfois entrés tardivement à l'IS comme le PS chilien (1992), ou qui, déjà membres de l'ancienne Internationale Ouvrière Socialiste, ont connu des relations houleuses avec la nouvelle IS ; c'est le cas du PS Argentin et du PS uruguayen ;
- des partis libéraux ou radicaux comme le PLN du Costa Rica (1966), le Parti Radical chilien (1967), le Parti Libéral colombien (1992) et l'UCR argentine (1996) ;
- des partis-mouvements nationaux-populaires comme l'APRA du Pérou (1966), Action Démocratique du Venezuela (1966), le PRF paraguayen (1966), ID d'Équateur (1980), le People's National Party jamaïcain (1980), New Jewel Movement de Grenade (1980), le PRD dominicain (1976), le MIR bolivien (1984), le PDT de Brizola au Brésil (1985), le PRD du Panama (1984), le PRI et le PRD du Mexique (1992), le Pampra et le Konacom à Haïti (1992) ;
- des nouveaux mouvements socialistes : le Parti Social-Démocrate Salvadorien (1996) ou Convergence Social-démocrate Guatémaltèque (2003) ;
- des partis précédemment engagés dans des luttes armées comme le Front Sandiniste de Libération Nationale du Nicaragua (1992), le MNR salvadorien entré en 1978 et aujourd'hui disparu après la mort de ses leaders Hector Oqueli en 1989 et Guillermo Ungo en 1991 et le M19 colombien (1996), aujourd'hui presque disparu ;
- des nouveaux partis ou alliances de gauche : le PPD chilien (1992), le Nuevo Espacio uruguayen (1999) et le Partido Pais Solidario paraguayen (2003) ;
- un ancien parti communiste : le MAS au Venezuela.

Enfin, l'IS est en dialogue avec des partis non-membres aux profils divers, mais qui se trouvent dans son orbite, chacun à sa façon : le PT brésilien, le PSDB de Cardoso, le front FMLN salvadorien ou le Courant Socialiste de Cuba.

Bien que les aspects stratégiques priment sur les points de doctrine, la question de la réforme et de ses modalités reste au centre des débats de l'IS même si le plus souvent, les divergences restent volontairement feutrées pour ne pas compromettre l'unité utile à tous les membres, par-delà leurs différences. Ainsi, la question stratégique des alliances électorales et de gouvernement, se double généralement de prise de position sur un thème récurrent : celui de « la troisième voie ». Au début des années 1970, préoccupés par la guerre du Viêt-Nam, les dictatures soutenues par les États-Unis et de luttes de libérations dans le Tiers-monde, plusieurs partis européens (parmi eux notamment le PS français pour des raisons de politique intérieure et les Suédois en matière de politique étrangère) vont, en profitant de « la détente » intervenue dans l'affrontement des deux blocs d'une part, prôner la troisième voie à la fois comme autonomie vis-à-vis de la politique américaine et double alternative tant au capitalisme qu'au communisme. Car l'IS est un véritable acteur transnational : il est à la fois agi par la géopolitique et agissant sur les partis nationaux en son sein et dans son environnement immédiat. Ainsi, ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, effet

de la mondialisation, le même débat agite les partis de la gauche tant européenne que latino-américaine, alors qu'hier ils se clivaient selon des logiques régionales propres, à la fois chacun pour soi et dans une relation de dépendance de l'Amérique latine à l'égard de l'Europe. En effet, le dernier débat en date autour de la troisième voie, a été lancé presque simultanément en Amérique latine et en Europe (avec une antériorité pour l'Amérique latine même et une sorte de récupération a posteriori du leadership par l'Europe).

LA TROISIÈME VOIE ET LA QUESTION DES ALLIANCES

En 1996 deux intellectuels indépendants, Jorge Castañeda et Roberto Mangabeira Unger invitent des responsables politiques du continent⁴ à débattre d'une « alternative latino-américaine » et quatre réunions plus tard, en janvier 1998, ils publient un article dans *The Economist* (qui sera repris dans la revue mexicaine *Nexos* puis la revue du PS français la *NRS*) intitulé « Despues del neoliberalismo: un nuevo camino ». Il est sans doute significatif que l'article paraisse d'abord en Grande-Bretagne alors qu'il est censé être destiné aux Latino-américains. Mais c'est qu'entre-temps, le débat est en train de tourner à la polémique à partir de la proposition de « troisième voie » de Tony Blair. Arrivé au pouvoir en 1997, le nouveau leader travailliste avance son projet et se lance dans un prosélytisme agressif pour reformater la gauche. Ainsi, il lance un manifeste avec Schröder en 1999 en direction des Espagnols, Suédois et Belges, qui aura des échos en Europe de l'est et provoquera une onde de choc tant en Europe qu'en Amérique latine où les deux initiatives vont se croiser pour produire des effets jusque dans l'IS. Effet de mode ou réponse comode à un véritable problème à la fois identitaire et stratégique? Les deux sans doute. Toujours est-il que le débat fait long feu. Lors du congrès de l'IS à Sao Paulo en octobre 2003, le Comité Amérique Latine a encore été agité par cette question de la troisième voie. Les partis membres de l'IS en Amérique latine se sont en fait divisés sur un débat classique: « rester à gauche ou virer à droite? ». La polémique a mis aux prises trois groupes de partis: des anciens partis de gouvernement discrédités comme l'AD vénézuélienne ou l'UCR argentine, des partis comme le Front Sandiniste nicaraguayen ou le PT brésilien (paradoxalement très actif dans l'IS alors qu'il n'en est pas membre!) et des partis comme le PS chilien ou le PS uruguayen. La dispute s'est matérialisée à travers l'enjeu de la présidence du Comité Amérique Latine qui restera vacante faute de compromis et ne sera pourvue que lors de la réunion du Comité les 7 et 8 mai 2004 à Santa Marta en Colombie, après des difficiles négociations (par la désignation de Rolando Araya, du PLN de Costa Rica, flanqué de deux vices présidents: José Murat du PRI du Mexique et María del Carmen Viñas du PS argentin).

Les partis chiliens (PS et PPD) qui avaient pourtant présenté une sorte de voie médiane (une « troisième voie »?) lors de l'affrontement ont été écartés; peut-être parce que Ricardo Lagos est souvent présenté comme un tenant latino-américain de l'option blairiste. Pourtant, s'il accepte en effet sans préjugé ni dogmatisme le terme de troisième voie pour définir « une réponse social-démocrate classique dans un contexte capitaliste libéral », Ricardo Lagos se distingue nettement des propositions blairistes préconisant le recours au mar-

ché ou aux solidarités communautaires plutôt que l'intervention étatique. Car « en Amérique latine [...] le défi est de construire un réseau de protection sociale qui n'existe pas encore. [...] Aujourd'hui, nul ne discute la nécessité de conduire des politiques macro-économiques sérieuses et responsables, d'avoir un budget équilibré, une politique monétaire stable, d'éviter de trop profonds déficits commerciaux. Encore faut-il [...] y ajouter une politique sociale. Le Chili a été un bon élève du FMI. En dix ans, nous avons doublé le PIB, ce dont je suis très fier. Il n'empêche : la distribution des revenus est toujours aussi inégale »⁵.

Même si l'on tente de désamorcer le piège, comme le fait ici Ricardo Lagos, la simple évocation du concept blairiste a le don de déchaîner les passions à gauche. Aussi les partis européens membres du PSE avaient-ils pour leur part, rapidement mis fin aux hostilités entre partisans et adversaires de la dite troisième voie blairiste et d'un commun accord tacite élude le sujet afin de ne pas diviser davantage une structure fort peu homogène. Sagesse à court terme certes, mais qui laisse intactes les deux questions fondamentales auxquelles la gauche européenne et au-delà partout à travers le monde, se trouve confrontée qu'elle le veuille ou non. Tony Blair a bien tenté en effet de proposer une nouvelle version de réformisme pour la gauche aujourd'hui. Les solutions qu'il propose, notamment le caractère communautariste d'inspiration sociale-chrétienne de la réforme de la société qu'il préconise et sa tendance à accepter comme une donnée intangible l'économie de marché mondiale sont certainement très discutables⁶. Mais plutôt que de les rejeter d'un revers de main en prétextant qu'elles seraient adaptées à la spécificité britannique et non aux traditions d'autres pays comme celles de la France en particulier, les partenaires socialistes et sociaux-démocrates des travaillistes anglais pourraient en faire une véritable critique au fond. Car au-delà des réponses formulées, de l'idiosyncrasie anglaise ainsi que de l'histoire de l'alliance progressiste du parti libéral et du Labour Party entre 1906 et 1918 (qui a permis de grandes réformes tant sociales que politiques⁷), Tony Blair et Anthony Giddens⁸ (chacun à sa façon et avec des inflexions propres) soulèvent quatre problèmes existentiels pour la gauche aujourd'hui :

- 1) la nécessaire prise en compte de la mondialisation à l'œuvre pour refonder la social-démocratie ;
- 2) la recherche d'une nouvelle synthèse entre socialisme et libéralisme au niveau théorique et pratique⁹ ;
- 3) une analyse des sociétés à travers les dimensions travail, consommation, niveau de vie, susceptible d'articuler individu et groupes sociaux pertinents ;
- 4) la conception de stratégies d'alliances politiques progressistes. Et au-delà des affrontements d'appareils qui tendent généralement à évacuer les questions de fond susceptibles de remettre sérieusement en question lesdits appareils, il n'en demeure pas moins un défi de taille pour la gauche, en Europe comme en Amérique latine.

Au-delà des différences entre la troisième voie blairiste qui s'oppose au keynésianisme et le nouveau chemin latino-américain qui s'oppose au néolibé-

ralisme, les deux points communs sont majeurs : la prise en compte de la mondialisation et la question des alliances au centre. Et c'est en cela que l'IS se révèle un cadre de débat pertinent, puisqu'elle n'est pas un lieu de véritable confrontation doctrinale mais plutôt un espace d'ajustement des positions stratégiques, le lieu de formation et de consolidation de ce que l'on appelle aujourd'hui le centre-gauche, c'est-à-dire la gauche de gouvernement, en fait la gauche démocratique dans sa diversité d'origines et toutes ses nuances et ses contradictions. L'IS est le creuset où des partis venus de l'extérieur de la gauche deviennent de gauche, comme les partis nationaux-populaires ou les anciens partis communistes ou révolutionnaires, et où des partis de gauche, des partis d'opposition à la tradition et au conservatisme, à l'autoritarisme et aux dictatures, deviennent des partis de gouvernement. C'est de cette façon que, venus d'horizons divers, les partis de l'IS ensemble et à travers leurs différences voire leurs divergences, constituent un centre virtuel, une sorte de référence idéale qui peut se figer en politiquement correct pour une époque donnée, *topos* vers lequel convergent l'ensemble des acteurs politiques, chacun à leur manière. Mais c'est aussi le lieu de passage du clivage entre la droite et la gauche : sur ces ailes, droite et gauche, le consensus démocratique n'interdit pas, tout au contraire appelle même, la constitution de positions alternatives concurrentes. Car ce centre dont parle Maurice Duverger¹⁰, matérialisé par la rencontre de la gauche et de la population, n'est pas une position fixée une fois pour toutes : c'est une construction qui évolue dans le temps en glissant davantage vers la gauche (exigence de justice sociale, de libertés des mœurs, de participation citoyenne). Mais ce centre, qui devient tendanciellement « centre-gauche » peut aussi voler en éclats lorsque le consensus démocratique se défait sous les coups de boutoir conjugués des mouvements anti-politiques et des gestions politiques qui ne se distinguent plus clairement entre gouvernements de droite et de gauche.

LES DÉFIS DU NÉO-POPULISME

En Amérique latine, dans la phase de transition à la démocratie¹¹, qui met l'accent sur la démocratie politique sans toucher aux questions économiques et sociales¹², une alliance fondatrice s'était faite entre une droite qui prenait position en faveur de la démocratie et qui devenait majoritaire dans son camp et des démocrates progressistes qui devenaient majoritaires à gauche, avec le soutien d'un groupe de technocrates de droite pour les premiers, et d'une partie de la gauche restée révolutionnaire pour les seconds. Ces changements de régimes pacifiques qui se sont mis en œuvre souvent à travers des pactes explicites entre les tenants des régimes militaires et leurs oppositions ont en effet procédé d'une double révision de la définition du politique. Si l'*aggiornamento* à gauche est manifeste, il fait en effet pendant à un changement stratégique radical à droite aussi : à gauche on passe d'une posture révolutionnaire à une attitude constructive social-démocrate, pour passer du « tout ou rien » au « peu à peu » ; à droite on renonce à la dictature pour une stratégie démocratique et pour envisager de perdre un peu (devoir faire des concessions si on perd les élections) en échange de la paix sociale. À cet égard, le revirement de certaines élites a constitué le moment crucial

pour amorcer la phase finale du régime autoritaire, à savoir l'affaiblissement de la légitimité de la dictature au sein de l'ensemble de la société.

Ces processus qui aboutiront à des changements de régime réalisés à travers des élections libres, mettent donc souvent davantage en avant les négociations au niveau des élites et des alliances politiques larges, regroupant les partisans d'un retour à la démocratie politique, que l'engagement des masses en faveur du changement. Pourtant, la mobilisation populaire est indispensable à l'accomplissement d'une transition, ne serait-ce qu'à travers la participation électorale. Si le basculement décisif de certaines fractions des élites gouvernantes de la dictature et au premier chef au sein des forces armées, se réalise sans relation organique avec le reste de la population, les relations entre les partis d'opposition et leurs bases sociales ne peuvent être tout à fait conçues de la même façon, sauf à considérer que les groupes dirigeants des partis de gauche constituent à coup sûr une élite dont la fonction est de trahir les intérêts des masses. Certes, ce pas, nombre d'analystes le franchissent allégrement. Ainsi, Leonardo Morlino par exemple¹³, qui considère que l'articulation entre légitimation et « ancrage du système » démocratique au sein de la société doit être assurée notamment par les partis en usant du charisme, du clientélisme et des corporatismes. De la même façon que chez Higley et Gunther¹⁴, les partis politiques sont présentés comme des appareils oligarchiques dont l'appartenance aux élites n'est aucunement mise en question : « nous définissons les élites comme des personnes qui sont capables, par le fait de leurs positions stratégiques dans les organisations de pouvoir, d'affecter les résultats de la politique nationale, de façon régulière et substantielle » (John Higley et Richard Gunther, 1992). Toutefois, si les processus de dégénérescence décrits par Moisei Ostrogorski puis Roberto Michels¹⁵ sont indéniables, on ne peut réduire absolument l'ensemble des partis quel que soit leur stade de développement (ou de décomposition) à l'instrument de défense des intérêts d'une élite masquée par un discours de défenses des masses. Une fois la transition réalisée, il s'agit donc de savoir ce que sera cette démocratie politique instituée par les premières élections libres. Si la démocratie doit effectivement faire passer de la relation antagonistique (entre ennemis) à une relation agonistique (entre adversaires)¹⁶, il ne s'agit pas forcément d'organiser une relation oligopolistique entre concurrents complices : gérer pacifiquement le conflit ce n'est pas forcément le nier ou l'annihiler ; faire accepter des concessions progressives aux classes possédantes, c'est-à-dire changer un peu pour que tout puisse changer est en somme l'opposé du *gattopardisme*. Et accepter de passer des accords avec les groupes sociaux et les partis politiques ennemis d'hier, ce n'est pas forcément renoncer à leur arracher des concessions sur le plan économique et social dans un deuxième temps. Le défi démocratique d'aujourd'hui comme hier, réside dans la question de l'articulation entre démocratie politique et progrès social, entre libéralisme et socialisme. C'est, à leur manière et comme on l'a vu, le problème que posent les tenants de la troisième voie au sein de la gauche. Mais faute de trouver des partenaires pour une alliance susceptible de mettre en œuvre des stratégies suffisamment ambitieuses (permettant de réenclencher une dynamique d'ascension sociale pour les nouveaux pauvres et les classes moyennes paupérisées), la gauche se trouve concurrencée sur son propre terrain par de nouveaux challengers. D'une part, on voit ressurgir la gauche révolutionnaire qui regagne

du terrain et retrouve ses ornières anti-démocratiques en se dissociant des démocrates avec lesquels, en Amérique latine, elle avait fait alliance *in fine* contre la dictature. Cette nouvelle gauche révolutionnaire prend alors plutôt les habits des nouvelles luttes urbaines comme les *piqueteros* en Argentine, des luttes indigénistes comme en Équateur ou en Bolivie, ou encore de l'altermondialisme. D'autre part, reprenant souvent certains thèmes de cette gauche révolutionnaire et ralliant des masses populaires parmi les plus pauvres et les plus méprisés, des leaders se lance à la conquête du pouvoir par les urnes. Alors, toutes les confusions se développent et l'on peut voir certains analystes ranger sous la rubrique « centre-gauche », Chavez ou Gutierrez¹⁷ que par ailleurs on qualifiera sans plus de précaution de populistes ou néopopulistes.

Le Venezuela de Hugo Chavez est bien sûr l'archétype de ce type de situation : une gauche déconsidérée incapable de proposer une alternative, des masses pauvres qui aujourd'hui ont la télévision et le droit de vote, une élite enrichie qui se radicalise à droite et un leader charismatique qui en appelle « à "régénérer" la démocratie de l'intérieur, en rappelant au système politique que le principe de légitimation reste la souveraineté du peuple, et que la vie politique en démocratie ne saurait se réduire au respect de ses formes procédurales » (Taguieff, 2002:85). C'est sans doute la caractéristique la plus intéressante du populisme : sa capacité à se substituer à la gauche (en s'alliant d'ailleurs souvent aux militaires, hier comme aujourd'hui – Vargas, Peron, Bétancourt, Chavez, Guittierez), en la combattant lorsqu'elle était vivante, en occupant sa place laissée vide lorsqu'elle s'est corrompue au pouvoir ou laissée dominer par une pensée devenue unique qui l'empêche de se distinguer de la droite. Comme le soulignent en effet à la fois Marcel Gauchet (2002) à propos du Front National en France et Pierre-André Taguieff (2002) citant Margaret Canovan : le populisme cristallise une « révolte contre la structure consolidée du pouvoir ou contre les idées et les valeurs dominantes de la société » (Canovan, 1999:3). Mais si à court terme l'espoir suscité par les leaders populistes déstabilise aujourd'hui le jeu politique, la forme de compromis de classe qu'ont pu mettre en œuvre de façon plus ou moins durable des régimes latino-américains des années 1930 à 1960 ne peut plus être reproduite car « la matrice étato-centrique »¹⁸ sur laquelle ils s'appuyaient a volé en éclat. Sans donner de solution durable au problème, le populisme pointe néanmoins du doigt la responsabilité de la gauche (et donc principalement des membres de l'Internationale Socialiste dans leur ensemble), en vue de la construction de nouvelles pistes pour mettre en route l'ascenseur social. Mais on se situe cette fois au niveau mondial, en trouvant des alliances politiques nationales capables de les faire fonctionner au plus près des gens et sans dogmatisme.

Notes

- 1 Le Parti socialiste chilien est d'espèce un peu particulière puisqu'il est né après le Parti communiste, contrairement à la plupart des partis socialistes qui produisirent des scissions en leur sein à partir de 1920, sur la base de l'adhésion aux 21 conditions de Lénine.
- 2 Voir notamment Renée Fregosi *La déconstruction du bipartisme en Argentine, au Paraguay et en Uruguay*, actes du colloque Voter dans les Amériques, à paraître aux Editions de l'IHEAL fin 2004.
- 3 En 1904, au Congrès d'Amsterdam, l'IS adopte à nouveau (comme en 1900) la motion de Kausky qui affirme que « la démocratie socialiste ne saurait accepter aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise ».
- 4 Liste non exhaustive du groupe : Argentine : Carlos Chacho Alvarez et Graciela Fernadez Meijide (Frepasso), Federico Storani, Rodolfo Terragno et Dante Caputo, (radicaux de gauche), José Bordon (ex-péroniste de gauche revenu chez Menem), Brésil : Leonel Brizola (PDT), Marco Aurelio Garcia, Tarso Genro et Luis Ignacio Lula da Silva (PT), Itamar Franco (centre-droit), Roberto Mangabeira Unger (intellectuel indépendant) Chili : Ricardo Lagos et Carlos Ominami (PS) Mexique : Jorge Castañeda (intellectuel indépendant), Vincente Fox (PAN) Cautemoc Cardenas (PRD) Nicaragua : Sergio Ramirez (sandiniste dissident démocrate) El Salvador : Facundo Guardado (à l'époque FMLN).
- 5 Voir l'interview de Ricardo Lagos dans la Revue *Politique Internationale* n° 88 été 2000.
- 6 Voir notamment l'article de Laurent Bouvet « Qu'est-ce que la « troisième voie » ? Retour sur un objet politique mal identifié » in Revue *Le Débat* n° 124 mars-avril 2003.
- 7 Protection des enfants, des personnes âgées, assurance maladie et accidents du travail, limitation du temps de travail et aide à l'emploi d'une part, réforme constitutionnelle de 1911 réduisant considérablement les pouvoirs de la Chambre des Lords d'autre part.
- 8 Voir notamment Anthony Giddens et Tony Blair, *La Troisième Voie. Le renouveau de la social-démocratie*. Ed. du Seuil, 2002.
- 9 Sur ce thème, voir notamment Marcel Gauchet : *La démocratie contre elle-même*. Ed. Tel Gallimard, 2002, et *La condition historique*, Ed. Stock, 2003.
- 10 « Les électeurs se déplacent vers les partis de gauche ; mais les partis de gauche se déplacent eux-mêmes vers le centre », Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Ed. Point Essais, pp. 458-459.
- 11 Voir notamment Renée Fregosi, « De l'ingouvernabilité des dictatures » in *Revue du MAUSS* n° 16, second semestre 2000.
- 12 Comme le note avec une grande lucidité Adam Przeworski dès 1985 dans l'ouvrage de référence de O'Donnell, Shmitter et Whitehead, *Transiciones desde un gobierno autoritario*, Ed. Paidós, BA, 1987.
- 13 Voir son article « Consolidation démocratique : la théorie de l'ancrage ». in *Revue Internationale de politique comparée*, n° 2, été 2000.
- 14 Voir John Higley et Richard Gunther, *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Ed. Cambridge Univ. Press, 1992.
- 15 Voir Moisei Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, Ed. Points, 1979, et Robert Michels, *Les Partis politiques*, Ed. Champs Flammarion, 1971.
- 16 Selon les termes de Chantal Mouffe dans *Le politique et ses enjeux*, Ed. La Découverte, 1994.
- 17 Voir par exemple le lettre mensuelle *Informe Especial* de *Latin American Newsletters* « ¿ Que significa « centro-izquierda » hoy? », n° de juillet 2003.
- 18 Voir Marcelo CAVAROZZI, promoteur de ce concept, notamment son article « Au-delà des transitions à la démocratie en Amérique latine », *Amérique latine, démocratie et exclusion*, Ed. L'Harmattan, 1994.

Bibliographie

- Bouvet, Laurent, 2003, « Qu'est-ce que la « troisième voie »? Retour sur un objet politique mal identifié », *Le Débat*, n° 124.
- Canovan, Margaret, 1999, « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, n° 47 (1).
- Cavarozzi, Marcelo, 1994, « Au-delà des transitions à la démocratie en Amérique latine », *Amérique latine, démocratie et exclusion*, Paris, Ed. L'Harmattan.
- Devin, Guillaume, 1992, *L'Internationale Socialiste*, Paris, Ed. PFNSP.
- Duverger, Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Ed. Point Essais, pp.458-459.
- Fregosi, Renée, 2004, *La déconstruction du bipartisme en Argentine, au Paraguay et en Uruguay*, actes du colloque Voter dans les Amériques, à paraître aux Editions de l'IHEAL fin 2004.
- Fregosi, Renée, 2000, « De l'ingouvernabilité des dictatures », *Revue du MAUSS*, n° 16.
- Garreton, Manuel Antonio, 1887, *Reconstruir la Política*, Ed. Andante.
- Garreton, Manuel Antonio et Marcelo CAVAROZZI, 1989, *Muerte y resurrección. Los partidos políticos en el autoritarismo y las transiciones del cono sur*, Ed. FLACSO.
- Lagos, Ricardo, 2000, interview dans la Revue *Politique Internationale* n° 88 été 2000
- Débat n° 124 mars-avril 2003
- Gauchet Marcel, 2002, « Les mauvaises surprises de la lutte des classes », dans Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Ed. Tel Gallimard.
- Gauchet, Marcel, 2003, *La condition historique*, Paris, Ed. Stock.
- Giddens, Anthony et Tony Blair, 2002, *La Troisième Voie. Le renouveau de la social-démocratie*. Paris, Ed. du Seuil.
- Higley, John et Richard Gunther, 1992, *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Ed. Cambridge Univ. Press.
- Informe Especial de Latin American Newsletters*, 2003, « ¿Que significa "centro-izquierda" hoy? », numéro de juillet 2003.
- Michels, Robert, 1971, *Les Partis politiques*, Paris, Ed. Champs Flammarion.
- Morlino, Leonardo, 2000, « Consolidation démocratique: la théorie de l'ancrage », *Revue Internationale de politique comparée* n° 2.
- Mouffe, Chantal, 1994, *Le politique et ses enjeux*, Paris, Ed. La Découverte.
- Ostrogorski, Moisei, 1979, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Ed. Points.
- Przeworski, Adam, 1987, « Algunos problemas en el estudio de la transición », dans O'Donnell, Shmitter et Whitehead, *Transiciones desde un gobierno autoritario*, Vol. 3, Ed. Paidós BA.
- Taguieff, Pierre-André, 2002, *L'illusion populiste*, Ed. Berg international.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

La gauche latino-américaine s'est construite et a évolué de façon similaire à la gauche européenne, malgré des particularités nationales et régionales. Ainsi le populisme a constitué un concurrent spécifique à la gauche latino-américaine par le passé et lance à nouveau un défi à la gauche tant en Amérique latine qu'en Europe aujourd'hui. Ces phénomènes politiques ont en effet changé selon les époques et l'on peut suivre leurs évolutions à travers une organisation peu étudiée mais très éclairante: l'Internationale Socialiste qui se lance à l'assaut de l'Amérique latine après la seconde guerre mondiale. Les polémiques autour de la « troisième voie » notamment posent les termes d'un véritable débat essentiel pour la gauche: 1) la nécessaire prise en compte de la mondialisation pour refonder la social-démocratie; 2) la recherche d'une nouvelle synthèse entre socialisme et libéralisme au niveau théorique et pratique; 3) une analyse des sociétés à travers les dimensions travail, consommation, niveau de vie, susceptible d'articuler individu et groupes sociaux pertinents; 4) la conception de stratégies d'alliances politiques progressistes.

La izquierda latinoamericana se construyó y evolucionó de manera semejante a la de la izquierda europea, pese que tenía especificidades nacionales y regionales. Así el populismo en particular, constituyó un competidor específico para la izquierda latinoamericana en el pasado y un desafío para la izquierda tanto en América Latina como en Europa hoy. En efecto, estos fenómenos políticos cambiarán según las épocas y se puede seguir sus evoluciones a través una organización poco estudiada y por lo tanto bien

aclaradora: la Internacional Socialista que parte a la conquista de América latina después la segunda guerra mundial. Las polémicas al rededor de la « tercera vía » en particular, colocan los términos de un verdadero debate fundamental para la izquierda: 1) la necesaria toma en cuenta de la mundialización para una refundación de la social-democracia; 2) la búsqueda de una nueva síntesis entre socialismo y liberalismo al nivel teórico como práctico; 3) un análisis de las sociedades respecto al trabajo, la consumación, el nivel de vida, vinculando individuo y grupos sociales pertinentes; 4) la concepción de estrategias de alianzas políticas progresistas.

The latin american left builded herself and evolved as the european left but with national and regional specificities. Thus, the populism constituted a special competition for the latin american left in the past and a real challenge for the left in general, as in Latin America as in Europe today. For, these political phenomenons change according to times and is possible to follow their evolutions through an organisation not well-known but throwing light on the left: the Socialist International who conquered Latin America after the second world war. The polemics around the « third way » especially, give elements of an essential debat in the left: 1) the necessary taking in charge of the globalization for a social-democratic refondation; 2) the research of a new synthesis between socialism and liberalism at the theoretical and practical level; 3) an analysis of societies about themes like work, consumption, standart of life, respecting individual and collective dimentions; 4) strategic concep-tions for progressist political alliances.

Mots-clés: la Gauche, l'Internationale Socialiste, populisme, la troisième voie, transition démocratique, Amérique latine.

Palabras claves: la Izquierda, la Internacional socialista, populismo, el tercer camino, transición democrática, América Latina.

Keywords: The Left, the International Socialist, populism, the third way, democratic transition, Latin America.